Présidium du C E I C

Le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine

Projet de thèses, 1930

Sous la bannière du bolchévisme,
prolétaires et communistes de tous les pays, unissez-vous!

Copyright ©, Juillet 2019, نبع – النشر البلشفي العربي، القيروان

Thèses sur le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine (*projet*)

Source : *La Correspondance Internationale,* no.10 et 11, 10e année, 1 et 5 février 1930, p.100-103 et p.112-115.

Le présent projet de thèses, préparé par la Commission latino-américaine du 6e Congrès de l'IC, fut accepté comme base par le Présidium du CEIC. Sa publication avait pour but d'ouvrir une discussion, spécialement parmi les camarades et les Partis de l'Amérique latine, sur les problèmes essentiels du mouvement révolutionnaire dans leurs pays. Le projet ne fut donc publié qu'en espagnol.

Le moment étant venu de remanier ces thèses, de les corriger sur les points où l'étude plus approfondie des problèmes a démontré qu'elles contiennent des erreurs, des imprécisions, de les compléter et de les développer dans les parties sur lesquelles la Commission du 6e Congrès et le Présidium avaient gardé une certaine prudence, il est nécessaire d'élargir le nombre de camarades qui participent à leur discussion en dehors de l'Amérique latine. C'est la raison de la publication du présent projet en langue française.

La participation des camarades — en particulier ceux de l'Amérique latine — à la discussion du projet, a été assez faible. Il est évident que beaucoup de problèmes qui au 6e Congrès n'étaient pas encore clairs ont été éclaircis par l'expérience des luttes des derniers dix-huit mois. Sur la base de cette expérience, il faut en fin rédiger définitivement le premier document de l'IC sur les perspectives de la révolution en Amérique latine et sur les tâches de nos Partis et du prolétariat révolutionnaire.

Le Secrétariat du CEIC pour l'Amérique latine.

Introduction

§1. Le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine, bien qu'il se développe dans chacun des pays sous des formes spécifiques déterminées par leurs conditions historiques, politiques et économiques diverses, offre cependant un ensemble de caractères généraux communs qui permettent d'en faire une analyse d'ensemble, de fixer les perspectives générales de son développement et d'établir les grandes lignes de la tactique et les tâches essentielles des communistes à son égard.

La tâche du CEIC sera de concrétiser ces directives générales et de les adapter à la situation particulière de chaque pays.

Caractères politiques et économiques des républiques sud-américaines

§2. À l'exception de quelques îles des Antilles, des trois Guyanes et du Honduras britannique qui sont demeurés des colonies des diverses puissances impérialistes européennes, les pays de l'Amérique latine offrent le caractère commun d'être d'anciennes colonies espagnoles ou portugaises qui se sont affranchies au cours du siècle dernier dans des guerres de libération nationale et qui sont devenus des États formellement indépendants. Leur libération de l'Espagne ou du Portugal s'est produit avant la période de l'impérialisme, mais elle n'a pas déterminé le développement capitaliste propre et indépendant de ces pays. L'impérialisme britannique a rapidement fait de

l'Amérique latine une importante sphère de d'exploitation et d'investissement de ses capitaux. À la ville de guerre impérialiste, il y avait investi, dans les grandes propriétés foncières, les transports, les mines, les emprunts publics, etc., un milliard environ de livres sterling et jouissait d'une hégémonie incontestée laissant très loin derrière lui les États-Unis impérialistes qui s'efforçaient de pénétrer en Amérique latine.

Après la guerre impérialiste la pénétration du capital yankee en Amérique latine devient extrêmement active.

Dans la période d'après-guerre il a quadruplé le montant de ces investissements (300% de plus en 1927 qu'en 1913) tandis que l'impérialisme britannique augmentait les siens dans la production de 35 à 20% seulement, pendant la même période. Il est donc évident que si la somme des capitaux de l'impérialisme britannique investis en Amérique latine est légèrement supérieure à celle de l'impérialisme yankee, cela ne suffit pas pour établir la force respective des deux impérialismes dans l'Amérique latine et la tendance générale de leur développement. Entre eux s'ouvre une lutte acharnée dans laquelle très rapidement l'impérialisme yankee conquiert l'hégémonie. Il a déjà une position dominante en Amérique centrale et dans la partie Nord de l'Amérique du Sud (Venezuela, Colombie, Équateur, Bolivie, Pérou). Chaque année ses positions se fortifient aux dépens de la Grande-Bretagne dans la partie sud du continent (Argentine, Brésil, Uruguay), où l'impérialisme britannique possède encore une position dominante.

La moyenne annuelle des investissements de capitaux yankees depuis la fin de la guerre impérialiste est de cinq fois supérieure environ à celle des investissements britanniques. *La tendance du développement* est donc nettement orientée vers l'impérialisme yankee en Amérique latine. Cette tendance, déjà

évidente quand on n'envisage que le développement des investissements de capitaux, est confirmée par d'autres faits : le commerce extérieur et les échanges commerciaux des pays de l'Amérique latine s'orientent de plus en plus vers les États-Unis, 66% des produits fabriqués, importés par l'Amérique latine proviennent des États-Unis. Le rôle de la Bourse de New-York dans la fixation des prix de produits latino-américains est déterminant, la pénétration du capital yankee se poursuit dans les entreprises qui jusqu'ici étaient entièrement aux mains du capital britannique (cuivre du Pérou, nitrate du Chili, transports, etc.)

Le capital américain investit les capitaux principalement dans les mines (pétrole, cuivre, nitrate, etc.), les industries liées à la préparation des matières premières du sol et du sous-sol (sucre, tabac, viande, caoutchouc), dans les transports, les travaux publics et les emprunts publics.

Cette pénétration économique active est accompagnée d'une tutelle de plus en plus forte, nécessaire à l'impérialisme pour assurer la sécurité de capitaux et obtenir des privilèges pour ses entreprises et son commerce. Une série de pays de l'Amérique centrale, des Antilles et du Nord du continent américain, malgré leur indépendance formelle, sont déjà sous le contrôle des États-Unis (Cuba et les îles "libres" des Antilles, Saint-Domingue, Haïti, Panama et l'ensemble des petites républiques de l'Amérique centrale).

Les États-Unis ont garanti le service de la dette d'un nombre de ces États, ils sont intervenus pour les "aider" à assainir leurs finances et leurs monnaies et ont "obtenu" le contrôle des douanes, des banques, des finances publiques sous la forme masquée d'experts financiers qui "conseillent" le gouvernement. Même dans les pays où les investissements des capitaux yankees sont relativement faibles (Equateur) les "experts" yankees, formellement nommés par le gouvernement

équatorien pour “conseiller” le gouvernement, contrôlent les douanes, les banques, c’est-à-dire la vie économique et financière.

Grâce à ce contrôle, l’impérialisme yankee “obtient” des privilèges spéciaux son commerce et ses entreprises, tarifs douaniers réduits, suspension des lois sur la protection du travail et sur ta propriété du sous-sol (dernière capitulation du gouvernement Callès au Mexique) etc. Le contrôle s’exerce sur les élections présidentielles et sur la vie publique des républiques de l'Amérique centrale. Si l’impérialisme yankee rencontre quelque résistance, intervient militairement et démasque caractère véritable sa pénétration “pacifique” (Nicaragua).

Pour attacher de plus en plus les républiques de l'Amérique latine à l’impérialisme yankee, pour diriger leur politique et les tenir sous son influence direct, l'impérialisme yankee propage le “Panaméricanisme” sous ses diverses formes ; Conférences panaméricaines diverses, Union panaméricaine, groupant en des Conférences régulières tous les États du continent américain, sous la direction des États-Unis. Tous ces efforts se résument dans le système impérialiste dont la doctrine de Monroe est l'expression idéologique. La COPA (Confédération ouvrière panaméricaine) qui s’efforce de grouper le mouvement syndical panaméricain sous l'hégémonie de l'American Federation of Labour n’est qu’une expression dans le mouvement ouvrier de ce panaméricanisme, véhicule de la domination impérialiste yankee. L'impérialisme yankee emploie tous les moyens de corruption et de contrainte pour coloniser l’Amérique latine ; il suscite les conflits entre États, les guerres civiles même pour intervenir comme “arbitre” ou “pacificateur”, il soutient ici les gouvernements les plus réactionnaires (Machado à Cuba, Gomez au Venezuela), là, la petite-bourgeoisie libérale révolutionnaire (Brésil), ailleurs

encore le fascisme (Ibanez au Chili), selon les intérêts de la lutte contre l'impérialisme britannique et de son exploitation des masses ouvrières et paysannes de l'Amérique latine.

Le contrôle de l'Amérique centrale et des Antilles est particulièrement important au point de vue stratégique et militaire et pour et l'avenir de impérialiste yankee sur tout le continent américain (Canal de Panama, projets de canaux au Nicaragua et en Colombie).

Le conflit d'intérêts entre l'impérialisme britannique et l'impérialisme des États-Unis qui devient l'axe fondamental des contradictions internationales du système capitaliste, trouve dans l'Amérique latine un de ses principaux foyers. L'Amérique latine a une importance de premier ordre comme une des sources de conflits et de nouvelles guerres impérialistes. Le conflit entre le Paraguay et la Bolivie n'est au fond qu'une épisode de la lutte des deux plus puissants impérialismes pour la conquête du pétrole sud-américain.

L'Amérique latine, est, dans son ensemble, un des champs de bataille les plus importants de l'impérialisme yankee et de l'impérialisme britannique. Très rapidement, le premier conquiert l'hégémonie et fait de l'Amérique latine un vaste domaine colonial. Le caractère semi-colonial des pays de l'Amérique latine, malgré indépendance politique formelle plus ou moins grande, est par conséquent évident.

§3. Le caractère semi-colonial des pays de l'Amérique latine apparaît aussi dans leur structure économique et sociale.

La production agricole prédomine dans l'ensemble de l'Amérique latine. Partout domine le régime de la grande propriété foncière, des grandes plantations et des grands latifundia englobant dans certains pays jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'hectares.

Ces grandes propriétés ont été arrachées par la force aux Indigènes (Indiens) qui vivaient sous le régime du communisme primitif et qui ont été dépouillés de leurs meilleures terres par les blancs. Les grandes propriétés foncières sont maintenant aux mains du capital étranger ou de la classe des propriétaires fonciers nationaux, dans leur grande majorité descendants des conquérants espagnols et portugais. Mais bien que les conditions de travail y soient généralement demeurées semi-esclavagistes et quels que soient ses procédés de culture, primitifs ou rationalisés, la grande propriété foncière dans l'Amérique latine représente de moins en moins une forme de production précapitaliste féodale qui entrave l'intégration de la production agraire de l'Amérique latine dans le système capitaliste-impérialiste mondial de production. Au contraire, la grande propriété foncière, quel que soit son mode de production, s'incorpore de plus en plus au système d'exploitation capitaliste impérialiste et forme une des bases de l'exploitation des masses ouvrières et paysannes et du pillage de l'Amérique latine par les divers impérialismes et en premier lieu par l'impérialisme yankee. La lutte contre le régime de la grande propriété foncière et celle contre l'impérialisme sont ainsi étroitement liées.

La grande masse des indigènes a été en partie refoulée vers l'intérieur, où ils vivent encore sous le régime communisme primitif, en partie obligés de travailler comme ouvriers agricoles et paysans sans terre dans les grandes propriétés foncières, ou comme prolétaires dans les mines et les entreprises industrielles.

La main d'œuvre exploitée par les grands propriétaires fonciers est formée aussi dans les Antilles et le Nord du continent sud-américain par la masse des Nègres descendants des esclaves travaillant dans les plantations et formellement affranchis au cours du siècle dernier ; dans certains pays

d'émigration elle est formée aussi par la masse des ouvriers agricoles ou des colons émigrés.

Quel que soit le mode de production agricole des grandes propriétés foncières, ouvriers agricoles, paysans sans terre, métayers, colons, le travailleur agricole est dans une dépendance absolue des grands propriétaires terriens et des compagnies étrangères, pour l'irrigation et le travail du sol, l'amélioration des cultures et l'écoulement de ses produits. La masse des ouvriers agricoles et des paysans sans terre vit dans des conditions plus semblables à l'esclavage qu'au salariat moderne. L'abolition de l'esclavage a modifié les rapports juridiques entre les travailleurs et leurs employeurs, elle n'a pas amélioré, elle a souvent empiré leurs conditions de travail.

L'industrie généralement peu développée est concentrée sur tout dans la des produits du sol et de l'élevage (sucre, tabac, frigorifiques, peaux, etc.), dans l'extraction des richesses du sous-sol (pétrole, mines, etc.) dans quelques industries légères pour la satisfaction des besoins immédiats du marché intérieur (textile, cordonnerie) et dans les transports.

À l'exception du Brésil, l'Argentine et du Chili, où existe une bourgeoisie nationale industrielle numériquement faible qui se différencie de la classe des gros propriétaires fonciers, dans l'ensemble de l'Amérique latine, la bourgeoisie industrielle comme classe distincte est presque inexistante, et les entreprises industrielles y sont presque exclusivement aux mains du capital étranger ou des gros propriétaires fonciers nationaux. Dans l'ensemble il n'y a pas, ou il n'y a seulement qu'une très faible différenciation de classes entre la bourgeoisie industrielle, bancaire et commerciale et la classe des gros propriétaires fonciers. Les gros propriétaires fonciers développent eux-mêmes une liaison étroite et constante avec le capital étranger, l'industrie travaillant à la préparation de leurs produits, le commerce d'exportation. Mais le plus souvent

c'est le capital étranger qui, directement, crée et exploite les industries, développe les transports, les banques et les grandes entreprises commerciales. Le capital usurier, comme dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, renforce dans un grand nombre de pays d'Amérique latine l'exploitation des masses travailleuses, en premier lieu des paysans, des colons, des émigrés.

L'Amérique latine présente donc, dans son ensemble, toute une série de systèmes électroniques superposés qui vont de la «trata de los Indios» et de la corvée à l'entreprise américaine moderne rationalisée, systèmes qui se pénètrent, se combinent, se combattent et qui sont en continuelle évolution, mais qui sont tous utilisés par l'impérialisme pour piller les richesses naturelles et exploiter la masse ouvrière et paysanne.

La classe dominante dans presque tous les pays de l'Amérique latine, quelle que soit la forme du pouvoir politique, *est donc la classe des gros propriétaires fonciers au service et en étroite liaison avec l'impérialisme britannique ou nord-américain.*

Dans les quelques pays où c'est développée une bourgeoise nationale industrielle indépendante de la classe des gros propriétaires fonciers (Chili, Argentine, Brésil), cette classe n'est nullement indépendante de l'impérialisme. Sa lutte contre la classe des gros propriétaires fonciers est toujours l'expression de la lutte de l'impérialisme yankee contre l'impérialisme britannique. Dans ces trois pays l'impérialisme britannique est lié à la classe des grands propriétaires fonciers. L'impérialisme yankee y a favorisé le développement de certaines branches industrielles et s'est lié économiquement et politiquement la bourgeoisie industrielle naissante. La dictature d'Ibanez au Chili, la récente victoire du parti Irigoyeniste en Argentine marquent dans ces deus pays l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie industrielle nationale et

d'une partie de la petite-bourgeoisie agent de l'impérialisme yankee, contre l'influence britannique représentée par la classe des propriétaires fonciers. La bourgeoisie industrielle de San Paolo qui lutte contre le gouvernement des gros propriétaires fonciers du Brésil est aussi l'agent dc l'impérialisme yankee contre l'impérialisme britannique. Dans les autres pays de l'Amérique latine, l'impérialisme yankee exerce sa tutelle politique par l'intermédiaire de la classe des gros propriétaires fonciers, ou même au Mexique et en Equateur, avec plus de difficultés, par l'intermédiaire de la petite-bourgeoisie "révolutionnaire" qui cédé à sa pression croissante.

L'exploitation des richesses naturelles de l'Amérique latine par les États-Unis *accélère son développement industriel et augmente par conséquent le nombre, la concentration, la conscience de classe et le rôle du prolétariat industriel.*

Le développement industriel des pays de l'Amérique latine, en modifiant leur structure économique et sociale, en développant des contradictions profondes nouvelles, en créant l'instabilité plus grande des rapports politiques et sociaux, n'en modifie pas le caractère semi-colonial.

Au contraire, le développement industriel est intimement lié à la colonisation de plus en plus grande de l'Amérique latine par l'impérialisme yankee. Même là où les entreprises industrielles ne sont pas des entreprises étrangères, la bourgeoisie nationale ne se développe que grâce à l'appui du capital étranger. Le développement industriel est du reste retreint à certaines branches liées à l'extraction ou à la préparation des matières premières pour l'exportation, l'impérialisme yankee réservant le marché latino-américain pour l'écoulement des produits de son industrie.

Ainsi tout le développement industriel de l'Amérique latine, est unilatéral, il est l'expression de sa colonisation plus grande,

de sa transformation toujours plus rapide en un vaste domaine colonial et non de son développement capitaliste indépendant ou de sa décolonisation.

Ce fait essentiel démontre que la bourgeoisie nationale naissante dans certains pays ne se développe qu'en étroite dépendance du capital étranger et que pas plus que la classe des gros propriétaires fonciers, elle ne peut être un facteur révolutionnaire dans la lutte contre l'impérialisme.

Le développement industriel rapide de l'Amérique latine renforce, en même temps que sa dépendance envers l'impérialisme, la classe ouvrière industrielle qui devient le facteur révolutionnaire essentiel dans la lutte contre l'impérialisme et entraînera et guidera la masse des ouvriers agricoles et des paysans exploités dans cette lutte. La classe ouvrière par suite du développement industriel récent de l'Amérique latine n'a pas encore de fortes traditions d'organisation prolétarienne, ni une conscience de classe forgée au cours de grandes luttes de classes. La grande masse du prolétariat est encore formée d'ouvriers agricoles vivant dans des conditions semi-esclavagistes. Le prolétariat industriel n'a pas atteint un degré de différenciation sociale semblable à celui du prolétariat européen. Il vient de la campagne et conserve généralement de très fortes attaches avec elle. Cette origine paysanne de la grande masse des ouvriers industriels fait en partie sa force en facilitant et en fortifiant l'alliance étroite et la liaison nécessaire du prolétariat industriel avec la masse paysanne. Mais elle aussi une cause de sa faiblesse idéologique, de son manque d'organisation et de conscience de classe. Cette masse de prolétaires affluant de la campagne vers les entreprises industrielles, n'a encore que confusément la conscience d'être une classe distincte. C'est pourquoi le mouvement ouvrier de l'Amérique latine est encore peu différencié. Des petits artisans, petits patrons, petits

commerçants, intellectuels, dirigent souvent les organisations ouvrières. Dans les syndicats sont organisés indifféremment ouvriers et paysans. Le mouvement ouvrier a donc subi très fortement l'influence des milieux petits-bourgeois, soit en végétant dans un corporatisme et un mutualisme borné, soit en s'étiolant dans le sectarisme anarcho-syndicaliste et anarchiste. L'éparpillement et les divisions du mouvement syndical, la grande confusion idéologique du mouvement ouvrier sont l'expression de cette phase de formation du prolétariat en une classe distincte et des influences étrangères qu'elle a subies.

Le Chili qui a précédé les autres pays dans le développement industriel a aussi une classe ouvrière plus consciente et des organisations de classes plus développées correspondant au développement de la structure économique.

Le développement industriel, en augmentant le prolétariat et en le concentrant dans les grandes entreprises, crée donc ainsi les bases pour la transformation du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières pour leur unification sur la base de la lutte de classes et pour leur épuration des vestiges du corporatisme et de l'anarcho-syndicalisme. La crise et le déclin de l'anarcho-syndicalisme sont donc un résultat de la transformation de la structure économique et sociale de l'Amérique latine qui favorise et accélère la transformation du mouvement ouvrier en un mouvement prolétarien de masses unifié sur la base de la lutte de classes.

Les coups d'État militaires, les guerres civiles, les mouvements révolutionnaires des indigènes, les soulèvements des paysans et des ouvriers agricoles pour la terre, les démonstrations de masse des ouvriers se multiplient dans tous les pays de l'Amérique latine.

La petite et moyenne bourgeoisie — intellectuels, artisans, petits commerçants, fonctionnaires, officiers, etc. — par suite de l'inexistence ou la grande faiblesse de la bourgeoisie nationale, joue un rôle social et politique important. Les artisans, petits commerçants et petits producteurs menacés et touchés eux-mêmes de l'exploitation croissante des pays de l'Amérique latine par l'impérialisme, exploités et écrasés par les gros propriétaires fonciers ont leurs intérêts économiques étroitement liés à ceux des masses ouvrières et paysannes ; d'importantes couches de la petite-bourgeoisie rurale et urbaine sont, par conséquent, entraînées dans le mouvement révolutionnaire de masses contre l'impérialisme et les gros propriétaires fonciers. Les intellectuels, étudiants, fonctionnaires, officiers, forment une couche très flottante de la petite-bourgeoisie qui, ou bien foncièrement corrompue et achetée se met au service de l'impérialisme et des grands propriétaires fonciers et s'efforce d'asservir et d'exploiter les masses pour ses maîtres en bénéficiant de cette exploitation, ou bien, entraînée par le mouvement révolutionnaire des masses, elle participe activement à la lutte antiimpérialiste et au mouvement révolutionnaire (étudiants). Ces éléments flottants de la petite-bourgeoisie se rencontrent dans les champs les plus opposés en passant facilement d'un extrême à l'autre.

Caractères généraux et perspectives du mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine

§4. La pénétration rapide de l'impérialisme, les luttes entre l'impérialisme anglais et yankee pour l'hégémonie, les conditions esclavagistes qui subsistent dans la production agricole, l'exploitation terrible de la grande masse des ouvriers et des paysans par les gros propriétaires fonciers et par les entreprises étrangères, l'absence d'une bourgeoisie nationale forte et organisée, les crises continues dans la production et l'écoulement des produits du sol, provoquent une très grande instabilité dans les rapports sociaux et dans la vie politique des républiques de l'Amérique latine.

Les coups d'État militaires, les guerres civiles, les mouvements révolutionnaires des indigènes, les soulèvements des paysans et des ouvriers agricoles pour la terre, les démonstrations de masses des ouvriers se multiplient dans tous les pays de l'Amérique latine.

La révolution mexicaine qui a débuté la lutte révolutionnaire contre les gros propriétaires fonciers pour la terre, qui a pris le caractère d'une lutte des masses contre l'impérialisme, contre la classe des propriétaires fonciers et contre l'Église et qui a abouti à un gouvernement de la petite bourgeoisie en lutte contre les insurrections contre-révolutionnaires fomentées par les États-Unis, les gros propriétaires fonciers et l'Église — insurrections de paysans en Equateur contre le gouvernement des gros propriétaires fonciers du littoral, des banquiers et la bourgeoisie commerçante du Guayaquil pour la terre, qui a abouti au coup d'État militaire et au gouvernement militaire dictatorial de 1925, contre lequel les masses paysannes ont

continué à se soulever — coups d'État militaires successifs au Chili, portant tour à tour au pouvoir la petite bourgeoisie révolutionnaire appuyée par la classe ouvrière, les gros agrariens et la bourgeoisie industrielle nationale, soulèvement armé du Nicaragua contre l'impérialisme yankee, insurrections successives au sud du Brésil. Soulèvement des ouvriers agricoles de Patagonie en Argentine, des Indiens en Bolivie, au Pérou, à l'Equateur et en Colombie, mutinerie et grèves générales spontanées, démonstration de masses au Venezuela et en Colombie, mouvement de masses antiimpérialiste à Cuba, dans toute l'Amérique centrale, en Colombie, tentative de coup d'État au Guatemala, etc.

Cette instabilité s'exprime dans les formes du pouvoir politique. Dans la plupart des pays de l'Amérique latine, à l'exception de l'Argentine et de l'Uruguay qui possèdent un régime parlementaire à peu près stable règne la dictature du pouvoir excessif, souvent de l'armée, les lois d'exception, les persécutions la la répression brutale des mouvements des masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises.

Les caractères généraux communs de ces mouvements révolutionnaires de masses sont :

a) Lutte révolutionnaire de la masse des ouvriers agricoles et des paysans contre les grands propriétaires fonciers pour la terre et pour la suppression des conditions esclavagiste de travail dans l'agriculture ;

b) Lutte révolutionnaire des masses laborieuses rurales et urbaines et de la petite bourgeoisie contre l'impérialisme ;

c) Lutte des masses laborieuses et de la petite bourgeoisie contre les formes dictatoriales du pouvoir politique pour les libertés et les droits démocratiques, contre la puissance de l'Eglise :

d) Luttes de la classe ouvrière pour des conditions de vie et de travail meilleures.

Tant par les conditions historiques dans lesquelles il se développé, par son contenu de classe que par ses buts, le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine peut donc être caractérisé en général comme un type démocratique-bourgeois dans des pays semi-coloniaux où dominent le problème agraire et le problème antiimpérialiste.

§5. Des trois classes qui prennent une part active au mouvement révolutionnaire – petite bourgeoisie, paysannerie, prolétariat – les paysans pauvres et le prolétariat agricole ont été presque partout le moteur le plus puissant du mouvement révolutionnaire. Mais l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire, sa direction, fut partout dans les mains de la petite bourgeoisie. Le rôle dirigeant de la petite bourgeoisie s'explique par le manque d'organisation, de conscience de classe et d'éducation révolutionnaire du prolétariat, par sa faiblesse numérique, par l'absence jusqu'à ces dernières années de PC de masses en Amérique latine, par l'éloignement de la classe ouvrière agricole et industrielle des villes et en conséquence par le rôle plus grand des intellectuel, des officiers et des fonctionnaires dans le mouvement révolutionnaire qui tend à la conquête de l'appareil gouvernemental.

Mais la petite bourgeoisie, portée au pouvoir par le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes (Mexique 1920, Equateur 1925, Chili 1923), après quelques gestes révolutionnaires (vote des lois de réforme agraire, de nationalisation du sous-sol, de protection da travail) se révèle incapable de solutionner les problèmes qui sont la base du mouvement révolutionnaire. Elle lutte parfois, comme au Mexique, contre les grands propriétaires fonciers, l'Église et l'impérialisme étranger pour garder la confiance des masses,

condition nécessaire pour conserver son pouvoir politique. Mais elle n'a pas la force de faire usage de ce pouvoir pour exproprier les propriétaires fonciers et les compagnies étrangères, pour répartir la terre aux paysans, nationaliser les richesses du sous-sol et appliquer les lois de protection du travail. Elle subit la pression formidable de l'impérialisme et de la classe des propriétaires fonciers et plus ou moins rapidement abandonne son programme révolutionnaire, trahit les intérêts des masses, aboutit au compromis avec les forces qu'elle devait combattre et capitule devant elles, en tournant l'appareil du pouvoir gouvernemental contre la classe ouvrière dont elle réprime les grèves particulièrement quand elles sont déclenchées dans les entreprises étrangères, rend les terres aux propriétaires fonciers, etc. L'évolution du gouvernement mexicain au cours de ces dernières années, la faillite du gouvernement équatorien de 1925, sont la démonstration de l'incapacité de la petite bourgeoisie de solutionner les problèmes fondamentaux de la révolution démocratique-bourgeoise. Elles marquent l'évolution d'une partie de la petite bourgeoisie révolutionnaire du camp de la révolution au camp de la contre-révolution et prouvent que seulement l'hégémonie de la classe ouvrière assure la solution des problèmes fondamentaux de la révolution bourgeoise-démocratique et la transformer en une révolution de type prolétarien.

Dans la phase démocratique-bourgeoise du mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine, le moment le plus important, le moment décisif pour la réalisation des tâches de la révolution démocratique-bourgeoise elle-même et pour sa transformation ultérieure en une révolution prolétarienne, est donc le moment où, dans le mouvement des masses, l'hégémonie passe des mains de la petite bourgeoisie aux mains du prolétariat et de son PC.

Le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine, dans sa phase démocratique-bourgeoise, la révolution mexicaine en particulier, dans l'époque historique actuelle du développement de la révolution prolétarienne mondiale est, comme tous les mouvements révolutionnaires des colonies et semi-colonies, un appui, une aide importante à la révolution prolétarienne mondiale. Il n'en deviendra une partie intégrante que lorsque, sous l'hégémonie du prolétariat, la révolution démocratique-bourgeoise se développera en une révolution socialiste. Il serait donc faux de considérer que le caractère de la révolution mexicaine, et le mouvement révolutionnaire latino-américain en général, est de type prolétarien ou socialiste à cause de sa portée historique internationale.

La révolution démocratique-bourgeoise du Mexique n'ayant pas atteint ses objectifs les plus importants : répartition des terres à la masse paysanne, affranchissement de l'impérialisme étranger, elle subit un recul qui se traduit par la capitulation devant l'impérialisme yankee, par le désarmement des paysans, etc. Ce recul, cette incapacité d'aller plus loin sous la direction de la petite bourgeoisie, provoque des tentatives toujours nouvelles contre-révolution, de nouvelle fermentation révolutionnaire des masses, leur radicalisation, leur orientation vers le communisme ; c'est au cours d'une crise de la révolution démocratique-bourgeoise, naissant des contradictions dans lesquelles est entré le mouvement révolutionnaire, au cours d'un nouvel élan des masses et d'une nouvelle crise révolutionnaire aiguë, que se réalisera l'hégémonie du prolétariat et les conditions favorables au développement de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste.

§6. Les perspectives du développement du mouvement révolutionnaire sont liées au processus de colonisation de tout le continent américain par l'impérialisme yankee. Ce processus

extrêmement rapide au cours des dernières années s'accentuera et les pays de l'Amérique latine prendront de plus en plus le caractère semi-colonial : les pays qui paraissent écharper en partie ce procédé, comme l'Argentine, ne se développeront pas dans le sens de l'indépendance économique et politique, mais au contraire dans le sens d'une dépendance de plus en plus forte à l'égard de l'impérialisme yankee, au point de vue politique comme au point de vue économique. En Amérique Centrale, d'abord, en Amérique du Sud ensuite, l'impérialisme yankee masquera de moins en moins son contrôle politique et son intervention dans les affaires intérieures des pays latino-américains. Ce processus de colonisation de toute l'Amérique latine développera le mouvement de la lutte des masses contre l'impérialisme.

Avec la pénétration de l'impérialisme yankee, se développeront rapidement certaines branches de la production (pétrole, extraction des métaux, caoutchouc, etc.). La conséquence en sera l'augmentation du nombre et de l'importance politique et sociale du prolétariat industriel, le renforcement de ses organisations et de sa lutte de classe, l'élimination de l'anarcho-syndicalisme et du corporatisme borné et l'évolution du mouvement syndicat vers mouvement de masses révolutionnaire, le renforcement de la conscience de classe du prolétariat et de son PC.

Dans la mesure où croitra le prolétariat, numériquement et idéologiquement, diminuera le rôle et l'influence idéologique et politique de la petite bourgeoisie dans le mouvement révolutionnaire et dans mouvement ouvrier.

La colonisation plus grande, le développement industriel qui l'accompagne, en élargissant l'exploitation capitaliste, prépare les conditions qui permettront au prolétariat de devenir le guide du mouvement révolutionnaire des grandes masses exploitées.

La production agricole, grâce à la concurrence grandissante de la production de l'Afrique, de l'Indonésie, de l'Australie, etc., subit de nouvelles crises profondes que les grands propriétaires fonciers ne pourront résoudre que par une exploitation accrue des masses et des ouvriers agricoles. De plus en plus les conditions esclavagistes et les méthodes périmées du travail agricole apparaîtront en contradiction avec l'intérêt des grandes masses rurales, et la lutte des paysans, des ouvriers agricoles, des métayers et des colons contre les grands propriétaires fonciers s'accentuera et prendra des formes de plus en plus violentes. Les masses d'indigènes dépouillés qui luttent pour la terre, les tribus d'Indiens en continuelle rébellion contre les gouvernements spoliateurs, apporteront des forces importantes au mouvement révolutionnaire des paysans et des ouvriers. L'appareil gouvernemental encore faiblement développé, l'armée formée en grande partie de paysans seront de plus en plus désagrégés par l'action révolutionnaire des masses. Les gouvernements seront contraints de renforcer leur dictature et leur répression, exacerbant la lutte de classes et lui donnant un caractère révolutionnaire plus net. L'impérialisme yankee, pour défendre ses valets au pouvoir, interviendra d'une façon de plus en plus ouverte et brutale pouf garantir "l'ordre" et provoquera ainsi le développement de la lutte antiimpérialiste. La lutte contre les grands propriétaires fonciers et la lutte contre l'impérialisme s'identifieront donc de plus en plus.

L'expérience du gouvernement révolutionnaire petit-bourgeois de Mexico, sa faillite, sa capitulation devant l'impérialisme yankee, la capitulation plus rapide et plus complète du gouvernement petit-bourgeois militaire équatorien, l'expérience de tout le mouvement révolutionnaire de l'Amérique latine sous la conduite politique de la petite bourgeoisie contribueront aussi à orienter les masses

révolutionnaires vers le prolétariat et ses organisations de classe.

Grâce au processus de la colonisation et au développement industriel des pays latino-américains se développerons donc et s'aiguiseront dans l'avenir immédiat les contradictions internes et les conflits sociaux qui en découlent.

La lutte révolutionnaire des masses travailleuses contre te régime des grands propriétaires fonciers, contre leur gouvernement et contre l'impérialisme étranger grandira parallèlement au tôle et à l'action du prolétariat. Ainsi est créée la base pour la conquête de l'hégémonie par le prolétariat dans les luttes révolutionnaires de l'Amérique latine.

§7. Les conditions économiques et de l'Amérique latine permettront le développement rapide de la révolution démocratique bourgeoise en une révolution prolétarienne.

En effet, il n'existe pas de bourgeoise nationale luttant contre l'impérialisme et les restes du féodalisme pour le développement autonome du régime capitaliste dans l'Amérique latine. Les tentatives faites par le gouvernement révolutionnaire du Mexique de favoriser le développement d'une bourgeoisie agraire nationale pour orienter le Mexique dans la voie du capitalisme indépendant ont abouti à des résultats très réduits, en ce qui concerne la création de bourgeoisie agraire nationale, et nuls en ce qui concerne le développement d'une bourgeoisie industrielle.

La lutte révolutionnaire des masses contre l'impérialisme et les propriétaires fonciers est donc aussi dirigée contre cette faible couche de la bourgeoisie nationale liée à l'impérialisme et aux gros propriétaires fonciers.

Les restes nombreux da régime communiste primitif à la campagne (tribus indiennes, communes agricoles), le travail

collectif du sol dans les grands latifundias et les grandes plantations, la concentration des grandes entreprises industrielles étrangères, etc., faciliteront le passage au régime socialiste et, grâce surtout à l'expérience de la première république socialiste, permettront de sauter le stade de développement capitaliste indépendant. Si le prolétariat conquiert l'hégémonie du mouvement révolutionnaire latino-américain, le développement de sa phase démocratique-bourgeoise en phase socialiste pourra être non seulement possible, mais rapide.

Tâches générales et tactiques des communistes en Amérique latine

§8. De l'analyse de la situation et de ses perspectives découlent les lignes générales de la tactique des communistes latino-américains

1) La tâche primordiale sans laquelle aucune tactique ne peut être appliquée avec fruit est la formation, la consolidation et le développement du PC, le recrutement des meilleurs militants ouvriers dans ses rangs, sa forte organisation dans toutes les entreprises, dans les mines, les usines, les transports, les plantations, etc... Il est nécessaire aussi d'élever le niveau idéologique du Parti, d'éduquer des cadres de militants ayant une solide base marxiste-léniniste. Ce travail d'organisation et d'éducation du PC doit se faire en liaison étroite avec le développement du mouvement ouvrier et paysan et de la lutte révolutionnaire et non comme un procès indépendant de l'activité et des luttes des masses ;

2) Prendre une part active à tout mouvement révolutionnaire des masses contre l'impérialisme et les grands propriétaires fonciers, même quand ce mouvement se trouve momentanément sous la direction de la petite-bourgeoisie ;

3) Conquérir par leur activité, leur propagande, leur travail d'organisation dans les masses la confiance des larges masses ouvrières et la direction de leurs organisations et ainsi l'hégémonie dans la lutte révolutionnaire des masses ;

4) Fortifier et développer les organisations de classe du prolétariat et des paysans, les Ligues paysannes, les syndicats ouvriers. Créer et développer des organisations de masses antiimpérialistes qui groupent aussi les masses petites-bourgeoises et s'efforcer de conquérir la direction de ces organisations sous l'influence du PC.

La première question tactique essentielle est la participation active des PC et de chaque membre du Parti dans le mouvement et la lutte révolutionnaire des masses. Cela pose la question du *front unique révolutionnaire national* des organisations prolétariennes, des partis communistes, avec lis autres classes ou couches sociales révolutionnaires, la paysannerie et la petite-bourgeoisie.

L'alliance la plus étroite avec la paysannerie et avec ses organisations (Ligues paysannes) est une absolue nécessité pour le développement du mouvement révolutionnaire dans lequel la question agraire, et par conséquent la révolution paysanne, joue un rôle fondamental. Une collaboration momentanée entre le PC et le mouvement national-révolutionnaire est admissible si elle est exigée par l'intérêt de la lutte révolutionnaire : en certaines circonstances même, une alliance temporaire peut même être conclue si le mouvement national-révolutionnaire lutte effectivement contre le pouvoir établi, s'il est réellement révolutionnaire et si ses représentants

n'empêchent pas les communistes d'éduquer les paysans et les larges masses des dans l'esprit révolutionnaire. Mais au cours de toute collaboration, il faut comprendre très clairement qu'elle ne doit pas dégénérer en une fusion du mouvement communiste avec le mouvement petit-bourgeois révolutionnaire. Le mouvement communiste doit absolument maintenir en toutes circonstances l'indépendance du mouvement prolétarien, son autonomie dans l'agitation, l'organisation et l'action.

§9. Notre Parti doit poser par toute son activité, par toute son attitude la question de l'hégémonie du prolétariat dans le front unique des forces révolutionnaires. Naturellement, il ne peut poser la question de l'hégémonie comme une condition de sa participation au mouvement, mais cette question doit être pour lui-même la question essentielle et surtout lorsqu'il participe à une action commune dirigée momentanément par la petite-bourgeoisie. Le PC doit utiliser toujours son droit de critique, développer son action politique propre, propager ses mots d'ordre, son programme, critiquer impitoyablement les faiblesses, les retraites, les capitulations de ses alliés, avec le but précis de leur arracher l'hégémonie et la direction des masses.

Dans l'action passée des Partis sud-américains, ce problème n'a pas été posé clairement et de lourdes fautes ont été commises, par lesquelles le PC s'est mis à la remorque des chefs de la petite-bourgeoisie.

Notre Parti ne saurait donc se poser la question du front unique révolutionnaire sous la forme de son adhésion à un parti national-révolutionnaire de la petite bourgeoisie comme il en existe à Cuba, au Venezuela... Il doit s'efforcer de constituer un front unique avec de tels partis quand ils ont une influence de masses et qu'ils mènent une action réellement révolutionnaire.

Dans la phrase démocratique-bourgeoise du mouvement révolutionnaire, le moment le plus important, le moment décisif, est celui où l'hégémonie passe des mains de la petite-bourgeoisie aux mains du prolétariat. Ce moment se produit au cours de la lutte révolutionnaire quand le parti du prolétariat acquiert une fluence décisive sur les masses grâce à son travail de propagande et d'organisation parmi les ouvriers, paysans et certaines couches de la petite-bourgeoisie et grâce à son action politique.

L'orientation ultérieure du mouvement révolutionnaire, sa capacité à solutionner les questions fondamentales de la révolution bourgeoise-démocratique, son développement en une révolution prolétarienne en dépendent. C'est pourquoi on ne saurait trop insister sur cette question de la lutte pour l'hégémonie.

L'hégémonie de la petite-bourgeoisie imprime à la lutte révolutionnaire une forme typique en Amérique latine, le coup d'État militaire, l'action d'une partie de l'armée et de détachements de paysans et d'ouvriers armés sous la direction d'officiers petits-bourgeois pour la prise du pouvoir. Les grèves et insurrections des ouvriers dans les villes et des paysans dans les campagnes, et l'action de masses en général est seulement un auxiliaire à l'action proprement militaire. La lutte pour le pouvoir politique est au premier plan et les revendications fondamentales des paysans et des ouvriers sont utilisées comme levier révolutionnaire accessoire, sans que la petite-bourgeoisie organise les masses et les pousse à créer les organes capables d'assurer la réalisation de leurs revendications.

En cas de triomphe du mouvement, le gouvernement de la petite-bourgeoisie prend le plus souvent la forme d'un gouvernement de dictature militaire. Un général ou un groupe de généraux exerce le pouvoir en s'appuyant sur l'armée, mais non sur les masses. Le gouvernement mène sa politique, sans

un contrôle et une participation directe des ouvriers et des paysans, dont il se méfie généralement et qu'il s'efforce de désarmer, de neutraliser démagogiquement, sans réaliser leurs revendications fondamentales à cause de la pression de l'impérialisme. Tôt ou tard, il aboutit au compromis avec l'impérialisme et les gros propriétaires fonciers, trahit les intérêts des masses révolutionnaires et laisse sans solution les problèmes qui étaient à la base du mouvement révolutionnaire.

§10. La lutte révolutionnaire sous l'hégémonie de la petite-bourgeoisie peut aboutir à la prise du pouvoir et au changement du personnel gouvernemental, elle peut faire quelques gestes démagogiques contre les grands propriétaires fonciers et élargir les libertés démocratiques. Elle ne peut solutionner d'une façon conséquente et ferme les problèmes fondamentaux de la révolution bourgeoise démocratique, le problème agraire et le problème antiimpérialiste et comme les masses désillusionnées, mécontentes, continuent leur agitation pour la solution de ces questions fondamentales, les gouvernements petit-bourgeois tournent de plus en plus leur répression contre le mouvement ouvrier et paysan en réprimant les grèves et en désarmant les paysans (Mexique).

§11. Au contraire, l'hégémonie du prolétariat détermine des méthodes de lutte et des organes du pouvoir révolutionnaire totalement différents. C'est une chose qu'on ne saurait assez souligner parce que beaucoup de camarades d'Amérique latine ont encore l'idée que la lutte révolutionnaire sous la conduite du prolétariat restera dans les villes ornières de l'action purement militaire et dans les mêmes cadres de la lutte révolutionnaire de la petite-bourgeoisie libérale.

Sans doute l'action armée des massée pour le pouvoir comporte la nécessité d'une organisation militaire dont on ne doit pas sous-estimer l'importance décisive. De même, il est extrêmement important que le travail de désagrégation de

l'armée gouvernemental soit poussé assez loin pour qu'une partie des forces armées de l'État passe du côté de l'insurrection et soutienne activement le mouvement des masses. Ces vérités sont élémentaires. Mais tandis que sous l'hégémonie petite-bourgeoise, l'action de l'armée est le facteur essentiel, sous l'hégémonie du prolétariat, l'action des masses ouvrières et paysannes, leur armement, leur organisation, est le facteur révolutionnaire essentiel ; l'appui d'une partie de l'armée est l'auxiliaire important qui peut être décisif pour la victoire militaire, mais qui est subordonné au mouvement de masses des ouvriers et des paysans.

Au cours des insurrections paysannes et des mouvements révolutionnaires, les communistes doivent non seulement poser avec force la *question de l'armement des ouvriers et des paysans, mais aussi celle de la création d'organes élus par les ouvriers et les paysans, capables de diriger la lutte et qui, d'organes dirigeants de l'insurrection, deviennent les organes du pouvoir ouvrier et paysan, après la victoire. Le mot d'ordre de la création des «Soviets»* paysans dans les campagnes et de Soviets ouvriers et soldats dans les villes doit être lancé et, si possible, réalisé au cours de tout le mouvement insurrectionnel des paysans et des masses ouvrières.

§12. Ce mot d'ordre pose la question de la création de la *dualité du pouvoir*. À côté du pouvoir gouvernemental central, nous devons tendre à faire surgir de la masse paysanne et ouvrière en mouvement les éléments du pouvoir nouveau du pouvoir des ouvriers et des paysans.

En Equateur, par exemple, où se pose la question de la nomination d'une Constituante par le gouvernement militaire central, notre Parti doit s'efforcer de développer les mouvements insurrectionnels des paysans, de faire élire, au cours de ces mouvements des Soviets paysans et de dresser face à une Constituante nommée par le gouvernement, un Congrès

des Soviets paysans et des organisations ouvrières, posant avec force la question de la révolution agraire, de la lutte anti-impérialiste, de l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, etc.

Au Mexique, notre Parti doit s'efforcer de créer partout dans la campagne et dans les villes des Comités du bloc ouvrier et paysan, élus par la masse des paysans et des ouvriers qui résistent au désarmement des paysans, occupent les terres, développent le mouvement révolutionnaire de résistance aux tentatives contre-révolutionnaires des réactionnaires et aux compromissions du groupement petit-bourgeois avec l'impérialisme yankee etc. ; il doit s'efforcer de convoquer un Congrès ouvrier et paysan centralisant et coordonnant cette action des masses, élisant des organes capables de se transformer en organes du pouvoir et créant en fait une dualité du pouvoir.

En Colombie, le même problème se pose sous une forme différente. La vaste agitation révolutionnaire du Parti Socialiste Révolutionnaire qui a conquis les masses ouvrières et paysannes ne doit pas s'orienter vers la guerre civile traditionnelle sous la direction des généraux de la petite-bourgeoisie libérale, mais vers l'organisation de Conseils paysans et ouvriers, vers un Congrès ouvrier et paysan national, organe de direction du mouvement révolutionnaire des masses et embryon du pouvoir nouveau. Cela ne signifie pas que nous rejetons l'alliance avec la petite-bourgeoisie libérale et ses forces militaires; au contraire, mais cela signifie que nous mettons au premier plan l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans et que nous efforçons de donner au prolétariat l'hégémonie dans la lutte.

§13. Dans ces conditions, le pouvoir révolutionnaire aura un tout autre caractère. Au lieu de la "traditionnelle" dictature militaire, reposant avant tout sur l'armée et "gouvernant" les

masses par l'intermédiaire des gouverneurs provinciaux, le mouvement révolutionnaire sous l'hégémonie du prolétariat créera la *dictature démocratique des ouvriers et paysans*, pouvoir surgi au sein même des masses au cours de la lutte, s'appuyant sur les Soviets ouvriers, paysans et soldats.

Le mot d'ordre politique central doit donc être celui du *gouvernement ouvrier et paysan*.

§14. Le programme général d'un tel gouvernement est le suivant :

1) Expropriation sans indemnité et nationalisation du sol et du sous-sol. Remise de la terre à ceux qui la travaillent pour son exploitation collective par les communes agricoles, dans les grandes plantations, les latifundias, les communes agricoles où existe déjà le travail collectif du sol. Remise de la terre en jouissance aux paysans, aux métayers, aux colons, là où le travail de la terre se fait sous le régime du travail individuel ou familial ;

2) Confiscation et nationalisation des entreprises étrangères (mines, transports. entreprises industrielles, etc.) ;

3) Annulation des dettes d'État et de toute forme de contrôle du pas par l'impérialisme ;

4) Journée de huit heures et suppression des conditions esclavagistes du travail, assurances sociales ;

5) Armement des ouvriers et des paysans et transformation de l'armée en une milice ouvrière et paysanne ;

6) Abolition du pouvoir des grands propriétaires fonciers et de l'Église et organisation du pouvoir des Soviets ouvriers, paysans et soldats.

§15. La question de l'unification nationale ne se pose dans les pays de l'Amérique latine pris séparément, mais il est

nécessaire de lancer un mot d'ordre qui, d'une part, marque bien l'étroite solidarité des pays de l'Amérique latine dans la lutte contre l'impérialisme et qui, d'autre part, souligne la volonté de mettre fin au divisions et aux luttes nationales entre États de l'Amérique latine, soigneusement entretenues et avivées par l'impérialisme. Les conflits frontières sont nombreux entre pays latino-américains, ils contribuent à maintenir la division profitable aux impérialistes à entretenir le chauvinisme des peuples et à les détourner de la lutte contre l'impérialisme et contre les grands propriétaires fonciers en les dressant les uns contre les autres. Par leurs origines historiques, leur langue, leurs coutumes, leur structure économique et sociale, leur dépendance à l'égard de l'impérialisme, les pays de l'Amérique latine forment une unité qui doit trouver son expression dans un mot d'ordre qui soit pour l'Amérique latine l'équivalent de l'unité dans d'autres colonies.

Le mot d'ordre général pour l'Amérique latine doit être *union fédérative des républiques ouvrières et paysannes de l'Amérique latine.*

§16. En liaison avec ce problème doit être clarifiée aussi la *question du panaméricanisme*.

Le panaméricanisme est le moyen par lequel l'impérialisme yankee s'efforce d'assujettir les pays de l'Amérique latine. C'est le véhicule de la colonisation de l'Amérique latine par les États-Unis. Nous devons opposer à ce panaméricanisme l'unité de l'Amérique latine contre l'impérialisme, qui doit trouver son expression aussi sur le terrain de l'organisation ouvrière dans la formation d'une Fédération syndicale latino-américaine, dont le Secrétariat de Montevideo créé à la Conférence latino-américaine du 4e Congrès de l'ISR est l'embryon.

Nous devons tendre à créer également une Fédération latino-américaine o des Ligues paysannes, des PC, de la Ligue antiimpérialiste pour souligner toujours la solidarité d'intérêts de l'Amérique latine contre l'impérialisme. En face des efforts de l'impérialisme, les PC doivent éveiller et grouper toutes les énergies politiques, sociales et nationales-révolutionnaires dans chaque pays et propager la dictature révolutionnaire démocratique des ouvriers et des paysans.

Les peuples opprimés de l'Amérique latine doivent trouver un allié dans le prolétariat révolutionnaire des États-Unis qui doit soutenir la lutte antiimpérialiste des peuples de l'Amérique latine. Cette solidarité ne s'est pas encore manifestée avec assez de force ni envers le prolétariat opprimé des colonies de l'impérialisme yankee, comme Cuba, ni envers les vaillants défenseurs de l'indépendance du Nicaragua, ni à l'égard du Mexique.

§17. Le problème des races doit être envisagé par nos Partis essentiellement d'un point de vue de classe. La haine et les préjugés de races sont généralement moins forts dans les pays de l'Amérique latine qu'aux États-Unis ou dans d'autres métropoles. Cependant, la main-d'œuvre des nègres et Indiens est la plus exploitée dans les mines et les grandes plantations. C'est surtout parmi elles qu'on trouve les restes d'esclavage. Les communistes doivent lutter avec énergie contre tout préjugé de races et s'efforcer grouper dans les organisations de classe les exploités toutes les races.

Le mot d'ordre propagé par l'organisation nationaliste petite-bourgeoise APRA : l'Amérique latine aux Indiens, apparaît comme une utopie irréalisable. Le développement historique, économique et social des pays de l'Amérique latine a créé une situation de fait : des millions de nègres, de blancs, d'émigres. De métis, de mulâtres vivent et travaillent dans l'Amérique latine. Songer à les en chasser pour réserver l'Amérique latine

aux seuls Indiens gardant la pureté de leur race et rétablissant leurs coutumes, leur langue et leurs organisations sociales en tribus etc., c'est vouloir remonter le cours de l'histoire et purement utopique.

Les communistes doivent défendre, et le moment venu, réaliser pour les Indiens, qui vivent encore en tribus, avec leur langue et leurs coutumes, pour les nègres et les Indiens qui sont la grande majorité de la population dans certaines régions, le droit absolu de disposer d'eux-mêmes et de former des États indépendants développant leur culture propre. Ils devront remettre à de tels États indigènes les terres nécessaires à leur travail.

§18. Nos PC sont encore faibles idéologiquement et organiquement. Ils naissent de l'élan révolutionnaire des masses et de leur orientation de plus en plus décisive vers la révolution russe et l'US. Leur adhésion à l'IC est en partie sentimentale. Ni leur structure d'organisation, ni leur niveau idéologique n'est encore comparable aux PC des autres continents. La tâche du CEIC sera de les aider, de les fortifier, d'élever leur niveau idéologique, les conseiller, de renforcer leur organisation. L'épuration de tous les éléments de confusion doit être faite par une patiente éducation de la part du CEIC pour conserver à ces Partis leur caractère de mouvement de masses et pour ne pas procéder mécaniquement à des exclusions, à des scissions, à des épurations, avant que le travail d'éducation communiste du Parti et des masses qui le suivent ait été sérieusement conduit.

§19. Comment ces Partis encore faibles doivent-ils se lier au mouvement révolutionnaire des masses ?

La première condition de cette liaison est le travail des fractions communistes dans les organisations syndicales, les Ligues paysannes et les Sections de la Ligue antiimpérialiste

qui groupe surtout les intellectuels et la petite-bourgeoisie urbaine. Là où ces organisations n'existent pas, les communistes doivent prendre l'initiative de les créer en leur donnant le caractère d'organisations révolutionnaires de masses sans parti, défendant les intérêts économiques des ouvriers, des paysans pauvres, et luttant contre l'impérialisme. Là où ces organisations sont faibles, le travail des communistes doit tendre à les renforcer par l'organisation des masses. En développant le mouvement syndical, les communistes doivent s'efforcer de faire du Conseil d'usine ou d'entreprise, l'organisation de base du mouvement syndical.

§20. Un problème très sérieux à envisager est celui de la *forme organique à donner du front unique des forces et des organisations révolutionnaires.*

Il faut écarter d'abord l'idée de faire du PC un Parti ouvrier et paysan. Le PC doit rester le parti d'une seule classe, le parti du prolétariat. Cela n'exclut pas qu'il lutte pour les revendications des paysans pauvres. C'est même une de ses tâches essentielles dans les pays de l'Amérique latine, d'être l'animateur de la révolution agraire et le guide des masses paysannes. Il peut et doit aussi s'efforcer d'organiser dans le Parti même, les ouvriers agricoles et les paysans pauvres les plus révolutionnaires. Dans ces pays ou domine la production agricole, le pourcentage des paysans et des ouvriers agricoles dans les PC sera supérieur à celui des PC des pays capitalistes. Mais il est non moins nécessaire que, par leur idéologie, leur composition sociale, leur programme de révolution prolétarienne, leur caractère de classe, nos PC soient et restent des Partis prolétariens.

Il faut écarter aussi la solution adoptée au Chili et en Colombie, où les organisations syndicales ouvrières et paysannes agissent et travaillent comme PC. La différenciation entre le PC et le mouvement syndical est une nécessité aussi

bien pour le Parti, pour la clarté et la décision de sa ligne politique et pour la souplesse de son organisation, que pour le mouvement syndical qui doit grouper tous les ouvriers quelles que soient leurs convictions.

Avec la prudence nécessaire à de telles transformations, il est nécessaire, dans, ces pays, de tendre à la différenciation du mouvement syndical et du PC en organisant dans le Parti les meilleurs militants du mouvement ouvrier, les ouvriers qui ont la conscience de classe la plus développée et en conservant au Parti son caractère de Parti de masses et la direction — par l'intermédiaire de ses fractions — du mouvement syndical.

Il faut repousser aussi l'idée de la formation du Kuomintang soulevée au moment de l'avance des troupes du Kuomintang vers le Nord de la Chine, par le PC du Brésil : nous ne devons pas prendre nous-mêmes l'initiative de former des partis politiques qui englobent les partis de la petite bourgeoisie et les organisations ouvrières et paysannes. Notre front avec la petite bourgeoisie doit prendre la forme d'une alliance politique temporaire pour atteindre certains buts, mais non la forme d'un parti commun.

Ceci n'exclut pas que les communistes isolés, soumis à la discipline de leur Parti, que les organisations syndicales et paysannes contrôlées par le Parti adhérent aux partis nationaux-révolutionnaires là ou ils existent, comme organisations de masses pour y combattre l'influence des politiciens petits bourgeois et les orienter vers le front unique avec le PC et les organisations ouvrières.

Il faut aussi repousser l'idée de la création de Partis ouvriers et paysans qui comportent trois dangers :

1) La désagrégation et la dissolution lente du PC au sein du parti ouvrier et paysan, si le PC ne reste pas fermement organisé, s'il abandonne son activité propre au profit du parti

ouvrier et paysan et s'il ne joue pas le rôle de guide politique actif animant le parti ouvrier et paysan et les organisations de masses qui y adhèrent ;

2) Le danger que le PC devienne une espèce de secte franc-maçonnique fermée, ne groupant qu'une élite fonctionnaires des organisations ouvrières dirigeant effectivement tout le mouvement de masses ouvrier et paysan, mais ne s'efforçant pas de devenir lui-même un Part de masses par un recrutement continuel et intense ;

3) Le développement du parti ouvrier et paysan en une organisation dominée par les politiciens petits-bourgeois qui s'oppose au PC au moment décisif de la lutte révolutionnaire.

Le bloc de combat des masses ouvrières et paysannes peut trouver son expression dans les Conférences et Congrès des représentants des Unions (ou Comités) révolutionnaires et des syndicats, convoqués périodiquement et minutieusement préparés : en certaines circonstances il peut être opportun de créer comités d'action révolutionna très pour coordonner l'activité des organisations ouvrières et paysannes et pour diriger diverses actions de masses, etc. Enfin, dans la période de l'insurrection, des tâches fondamentales du PC sera la formation de Conseils de députes ouvriers et paysans (Soviets).

Quelles que soient les circonstances, le PC dot s'efforcer de conquérir une influence décisive sur le mouvement paysan, rechercher et appliquer les formes d'organisation d'un bloc ouvrier et paysan qui facilitent le plus possible la direction du mouvement paysan et créent les conditions pour une transformation future de ces formes en Soviets comme organes de l'insurrection et du pouvoir. En Equateur, en Colombie, au Chili, c'est dans ce sens du bloc aussi qu'il faut s'efforcer de modifier la structure du mouvement révolutionnaire. Le bloc ouvrier et paysan, étroite alliance du prolétariat et de la

paysannerie est la forme dans laquelle pourra se lier organiquement aux organisations de masses et les entraîner sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan à la prise du pourvoir e et l'instauration la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, préparant le passage à la révolution prolétarienne. C'est ce bloc de deux classes, animé et guidé par le PC qui doit entraîner les organisations de la petite bourgeoisie et former avec elles un front unique révolutionnaire pour atteindre certains objectifs déterminés.

§21. Dans le mouvement syndical, les communistes doivent continuer de combattre l'idéologie anarcho-syndicaliste qui réduit le mouvement ouvrier à une organisation sectaire impuissante, à combattre aussi mutualisme et le corporatisme étroit et l'influence encore grande dans certains pays des éléments non prolétariens (artisans, petits-patrons etc.) dans le mouvement ouvrier.

Ils doivent lutter pour l'unification du mouvement syndical en une organisation nationale unique sur le terrain de la lutte de classes et s'efforcer de faire adhérer le mouvement syndical de leur pays au Secrétariat latino-américaine. Par là même, ils combattront les tentatives de la COPA, et de l'Internationale d'Amsterdam d'orienter le mouvement syndical latino-américain dans la voie du réformisme et de l'impérialisme.

§22. À travers toute leur action, les communistes doivent sans cesse s'efforcer grossir les rangs mêmes du Parti, d'y faire adhérer les meilleurs militants du mouvement ouvrier, d'élever son niveau idéologique et sa capacité politique ; l'existence du PC intimement uni dans l'IC au prolétariat international, fort organiquement et idéologiquement, devenant moteur de toute l'action de masses, est la condition première et indispensable du succès du mouvement révolutionnaire dans l'Amérique latine.